

*Article 21 du Règlement***REPRISE DE LA SÉANCE**

La séance reprend à 14 heures.

**DÉCLARATIONS AUX TERMES DE
L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT**

[Traduction]

LE BUDGET**LES CONSÉQUENCES POUR LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE**

M. George Henderson (Egmont): Monsieur le Président, dans son budget du 23 mai, le gouvernement a porté un dur coup aux gens de l'est du Canada. Les députés de la région qui ont parcouru les provinces de l'Atlantique la semaine dernière ont rencontré des Canadiens amers d'avoir été frustrés de leur argent. Les agriculteurs prévoient que bon nombre des leurs devront abandonner la terre en raison des hausses de taxe sur l'essence et des frais imposés aux usagers pour l'inspection des pommes de terre. Ils craignent en outre que le Programme d'aide au transport des grains des Maritimes soit réduit ou supprimé.

Les exploitants touristiques redoutent l'effet qu'aura l'augmentation du tarif des traversiers, des droits d'entrée dans les parcs nationaux et des taxes sur l'essence, les cigarettes et l'alcool. Ils se voient déjà en déficit avant la fin de la saison.

Alors que les pêcheurs se remettent péniblement des compressions de 40 millions de dollars qu'on leur a infligées l'automne dernier, comment résisteront-ils aux nouvelles compressions de 25 millions de dollars? Il faudrait consacrer plus de fonds à la recherche et au développement dans le secteur des pêches et mieux subventionner, au lieu de les réduire, les programmes d'aide aux ports pour petites embarcations et à l'achat de bateaux.

C'est à l'Île-du-Prince-Édouard qu'on trouve la plus forte proportion de personnes âgées par habitant. Ces citoyens n'acceptent pas la désindexation mais s'y opposent, au contraire. Les trois premiers ministres conservateurs de l'Atlantique conviennent, eux aussi, que les gens des Maritimes ont été échaudés. Ils l'ont avoué au congrès du Conseil des premiers ministres des Maritimes qui se tenait hier et aujourd'hui à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les députés ministériels ne peuvent plus se taire aux réunions de leur parti et à la Chambre; il faut qu'ils disent au gouvernement qu'ils ne toléreront plus le traitement indigne que le premier ministre (M. Mulroney) et son gouvernement font subir aux Canadiens de l'Atlantique.

* * *

L'INDUSTRIE**LA COMPAGNIE WHITE FARM EQUIPMENT**

M. Derek Blackburn (Brant): Monsieur le Président, le gouvernement doit nous dire ce qu'il en est de l'aide à la compagnie White Farm Equipment Ltd. Pendant des semaines, le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) a

éludé les questions directes qui lui ont été posées en promettant consultation et financement par le secteur privé. Il n'y a guère eu d'action concrète et l'échéance du 14 juin arrive à grands pas.

Si le ministre a pris des dispositions concernant le financement par le secteur privé, qu'il le dise aujourd'hui même. S'il n'y en a pas de prévu, qu'il annonce que le gouvernement est disposé à garantir les prêts.

Le ministre a entendu les arguments du président de White Farm Equipment Ltd. Il n'a pas besoin de consulter davantage les travailleurs. Ceux-ci ont donné leur plein appui au président, M. Sinclair. Il n'a pas besoin de discuter de la question avec les petites entreprises. Tous les fournisseurs lui ont dit que White Farm était une entreprise essentielle à leur prospérité. Il n'a pas besoin de consulter les députés. Beaucoup lui ont écrit pour lui demander de soutenir White Farm Equipment.

Qu'attendons-nous? Le ministre n'a qu'à faire une recommandation au cabinet et le gouvernement à prouver sa volonté politique de sauver ces emplois. Je lui demande de réfléchir à la question. White Farm est une entreprise canadienne. Elle s'occupe de recherche et de développement au Canada. Ses employés introduisent de nouvelles techniques dans la production. Même dans un marché au ralenti, les nouveaux produits de White Farm ont pris de la valeur et conquis une plus grande part du marché. C'est une réussite que le gouvernement doit continuer d'appuyer.

* * *

L'EMPLOI**LE CENTRE D'AIDE AUX CHÔMEURS DE LONDON—LE DON DE
BOTTES DE TRAVAIL**

M. Tom Hockin (London-Ouest): Le mois dernier, monsieur le Président, après un an et demi de recherches infructueuses, un de mes électeurs pratiquement sans le sou a finalement obtenu une offre d'emploi dans un chantier de construction à London. Quand il s'est présenté à son employeur, il ne portait pas de bottes de travail. On l'a donc renvoyé chez lui et il ne savait même pas s'il conserverait cet emploi.

Pour un chômeur, l'achat d'une paire de bottes neuves de travail avec pointes renforcées d'acier est une grosse dépense. Les députés se demandent peut-être pourquoi je relate ce fait cet après-midi. J'en parle à la Chambre parce qu'une organisation de ma circonscription—le Centre d'aide aux chômeurs—a trouvé une solution à ce problème.

Sans but lucratif, cette organisation recueille des bottes de travail usées qu'elle met à la disposition de ceux qui en ont besoin chez un nouvel employeur. Des conseils de travailleurs et d'autres personnes l'ont aidé à constituer son premier stock de bottes de travail usées. Cette initiative originale s'est révélée très utile à London. Je suis certain qu'elle donnerait de bons résultats ailleurs et je recommande à mes collègues d'établir de telles organisations dans leurs circonscriptions.